

**MENACE D'AL QAÏDA EN LIBYE**

# Hillary Clinton conforte l'alerte algérienne

**L'implication active des extrémistes religieux dans la révolte armée libyenne, qui est sur le point de mettre un terme au long règne de Mouammar Al Kadhafi mais surtout le risque de leur mainmise sur le nouvel ordre politique dans le pays inquiètent. Les Américains partagent le souci algérien quant à la menace sécuritaire dans la région du fait de la présence d'activistes d'Al Qaïda dans les rangs des rebelles libyens.**

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)** - Présente jeudi à la conférence internationale d'aide à la Libye, la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton s'est fait le devoir diplomatique d'avertir sur le risque de trajectoire non recommandable que la révolution libyenne pourrait prendre. Du coup, la diplomate américaine conforte les appréhensions algériennes quant à la menace sécuritaire qui pèse sur la région du fait de la présence d'activistes d'Al Qaïda dans les rangs des insurgés libyens et des énormes quantités d'armes en circulation. «Les nouvelles autorités libyennes vont devoir continuer à lutter contre l'extrémisme violent et travailler avec nous pour s'assurer que les stocks d'armes de Kadhafi ne deviennent pas une menace pour les voisins de la Libye et le monde», a-t-elle recommandé. Le message a été adressé au président du Conseil national de transition (CNT) Mustapha Abdeljalil mais également au président français Nicolas Sarkozy dont le pays est l'hôte de la conférence internationale d'aide à la Libye et surtout le plus impliqué politiquement et militairement

dans le soutien aux insurgés Libyens. Hillary Clinton est venu à Paris sonner l'alerte de ce que les extrémistes religieux activant sous la bannière d'Al Qaïda peuvent, une fois le régime Kadhafi irrémédiablement et totalement balayé, prétendre à l'exercice du pouvoir.

Et l'on sait, pour l'avoir observé un peu partout où les théocraties sont parvenues à exercer le pouvoir, que les extrémistes libyens feront voir, s'ils parviennent à régner, le visage hideux du totalitarisme. Cela, tout le monde le sait mais rares sont ceux qui se sont affranchis de calculs pour le dire ouvertement. L'Algérie, pays voisin de la Libye, n'en finit pas de payer le coût diplomatique pour avoir osé, dès l'engagement du conflit armé en Libye, alerter contre la menace sécuritaire qui planait sur la région.

Il aura fallu la chute quasi-acquise de Kadhafi pour entendre enfin une puissance occidentale, les Etats-Unis, en l'occurrence, exprimer publiquement les mêmes craintes de voir les «extrémistes» dévoyer la révolution libyenne. Et ce n'est pas sans raison que l'avertissement est délivré à Paris



Hillary Clinton et les membres du CNT.

Photo : DR

et à l'occasion d'un regroupement de la diplomatie mondiale. Hillary Clinton a parlé de la nécessité de bâtir une démocratie «transparente, unie et délivrée de tout extrémisme» et qui «bannisse l'emploi de la violence comme d'une arme politique et qui promeuve la tolérance et le pluralisme».

En déclinant ce que l'on pourrait appeler «la feuille de route américaine» pour la Libye après Kadhafi, Hillary Clinton rend, sans

que ce soit son intention première, plus audible la voix de l'Algérie qui, tout au long de cette guerre, a fait de la préoccupation sécuritaire un leitmotiv. C'est bien que le souci soit aussi celui d'une puissance occidentale car il ne semble pas, jusque-là, que le reste de l'Occident s'en est préoccupé. Pour la plupart des pays occidentaux, l'après-Kadhafi est perçu sous le prisme égoïste de contrats énergétiques et de reconstruction.

Le journal français *Libération* a révélé de gros contrats pétroliers négociés avec les dirigeants du CNT alors que les kalachnikovs crépitaient encore fortement.

Dans cette course aux contrats, il y avait peu de chance que soient entendus ceux qui s'inquiétaient d'Al Qaïda lovée, paraît-il, au cœur de la rébellion. C'est en cela que c'est une bonne chose que les Américains en fassent le rappel.

S. A. I.

**LE CALENDRIER DES ÉLECTIONS FIXÉ**

## Le CNT trace la feuille de route

**L'avenir de la Libye semble se préciser quelque peu. Le pays s'installe dans une période de transition même si des combats se poursuivent entre les rebelles et des forces loyales au dirigeant libyen toujours introuvable.**

Le Conseil national de transition vient de rendre publique une feuille de route traçant le calendrier d'échéances électorales qui devraient à terme mettre le pays sur la voie de la normalité. Une assemblée constituante sera élue dans environ huit mois et

des élections présidentielle et législatives seront organisées d'ici vingt mois en Libye.

Le représentant en Grande-Bretagne du Conseil national de transition Guma al-Gamaty expliquait hier que «nous avons établi un plan de route précis avec une

période de transition de 20 mois». Selon cette feuille de route, le CNT dirigera la Libye avant qu'une assemblée élue par le peuple ne prenne les commandes du pays pour rédiger une Constitution. «Au bout d'un an, des élections seront organisées. Donc, nous avons huit mois et un an avant des élections finales à la fois législatives et présidentielle. Et avec un peu de chance, après environ 20 mois, le peuple libyen aura élu les dirigeants qu'il souhaite», précisait-il. La nouvelle Constitution rédigée par une assemblée de 200 membres sera soumise à référendum avant les élections présidentielle et législatives. Le CNT, actuellement basé à Benghazi, dans l'est de la Libye, va s'installer dans quelques jours dans la capitale Tripoli. Signe d'un début de retour à la normale, la rebel-



Guma al-Gamaty, représentant du CNT en Grande-Bretagne.

Photo : DR

lion a demandé aux rebelles des provinces présents dans la capitale libyenne de rentrer chez eux car «Tripoli est libre et ses combattants sont capables de la protéger». Le président du CNT, Moustapha Abdeljalil, a demandé cette procédure. «Nous la soute-

nons parce que Tripoli est libre, et chacun devrait quitter la capitale et rentrer dans sa ville natale», déclarait Ahmed Darrat, en charge de l'Intérieur au sein de l'exécutif mis en place par le CNT.

N. I./ Agences

### L'Union africaine n'est pas prête à reconnaître le CNT

Le président de la commission de l'Union africaine, Jean Ping, a affirmé à l'issue de la conférence sur l'avenir de la Libye que l'UA n'est pas prête à reconnaître le Conseil national de transition (CNT), l'organe politique de la rébellion libyenne. A la question «êtes-vous prêts à reconnaître le CNT ?», M. Ping a répondu «non. Les choses ne se passent pas comme ça. Le CNT nous a donné des assurances sur le bon traitement des travailleurs africains en Libye. Nous attendons», précisant que l'UA attendait toujours la fin des hostilités. «L'Union africaine se félicite des engagements pris par le CNT devant la conférence de Paris notamment sur la protection des travailleurs africains», a ensuite ajouté le porte-parole de l'UA, Noureddine Mezni.

### 15 milliards de dollars dégelés

Les participants à la conférence internationale sur la Libye à Paris ont annoncé le dégel de 15 milliards de dollars de fonds libyens du régime déchu de Mouammar Kadhafi, au profit des nouvelles autorités libyennes qu'ils ont appelées à la paix et à la réconciliation. «L'argent détourné par M. Kadhafi et ses proches doit revenir aux Libyens. Nous nous sommes tous engagés à débloquent l'argent de la Libye d'hier pour financer le développement de la Libye aujourd'hui», a déclaré le président français Nicolas Sarkozy, co-organisateur de la conférence avec le Premier ministre britannique David Cameron. «Une quinzaine de milliards de dollars sont immédiatement dégelés», a-t-il ajouté, sur un pactole estimé à plus de 50 milliards de dollars dans le monde, selon des chiffres fournis par les autorités françaises.

### L'ONU pourrait alléger les sanctions contre la Libye

Le Conseil de sécurité de l'ONU pourrait adopter la semaine prochaine une résolution qui lèverait certaines des sanctions contre la Libye, a indiqué jeudi un diplomate occidental. La résolution pourrait porter sur un allègement du gel des avoirs libyens mais maintiendrait les mesures visant Mouammar Kadhafi et son entourage de même qu'un embargo sur les armes. L'allègement des sanctions serait progressif et concernerait certaines entités libyennes telles que la compagnie nationale du pétrole et les banques. «Ce ne sera pas une levée complète du gel des avoirs, car Kadhafi pourrait mettre la main sur l'argent», a ajouté le diplomate.

Le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon a indiqué lors d'un sommet international sur la

Libye jeudi à Paris que le Conseil de sécurité devait prendre des mesures urgentes pour aider le Conseil national de transition libyen (CNT).

«Dans les jours à venir, nous allons attendre du Conseil de sécurité une action rapide pour mandater une mission de l'ONU.» Le diplomate occidental a précisé que des négociations sur cette nouvelle résolution sur la Libye avaient commencé entre les quinze pays membres du Conseil de sécurité, précisant qu'il pourrait y avoir un vote dès la semaine prochaine. Le Conseil de sécurité a adopté, le 26 février, à l'unanimité, une résolution qui impose des sanctions sévères à Mouammar Kadhafi, sa famille et son entourage, y compris un gel des avoirs et une interdiction de voyage.